
M.E.S., Numéro 130, Vol.1, septembre – octobre 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 29 juillet 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, septembre - octobre 2023

AJUSTEMENT BUDGETAIRE, INSTRUMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

par

Logas LOWENGA KOYAMONDJA
Jean Marcel DISASHI OMOLE
Austin BONGIMA BOLANGI
Emmanuel BINENE SABWE MBULA
Albert LOMBOTO BANGOFA

(Tous) Chercheurs, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Kinshasa

Résumé

Ce papier se penche à évaluer les types d'ajustement budgétaire en République Démocratique du Congo. L'approche méthodologique mobilisée débute par une identification des épisodes d'ajustement, ensuite détermine le sens et l'intensité de la corrélation entre les ajustements budgétaires et la croissance de l'activité économique. Les résultats d'analyse démontrent que les ajustements budgétaires, durant la période sous examen, sont une réussite car, caractérisés par une diminution durable du ratio dette publique en pourcentage du PIB et que ce dernier se t'accompagnait par une accélération de la croissance de l'activité économique.

Cependant, il s'est observé une récession en 2015 et 2016 due à la crise politique, suite au report sine die de l'élection présidentiel prévue le 20 décembre 2016 ; et une seconde récession en 2020 causée par la crise sanitaire « Covid-19 ». Le succès de l'ajustement budgétaire dépend non seulement de l'environnement économique, mais aussi de l'environnement institutionnel en présence ainsi que de l'aptitude des Gouvernants à s'approprier des mesures rendues nécessaires par la réduction des déficits budgétaires, corrélativement à la baisse des taux d'endettement extérieur.

Mots-clés : *Ajustement Budgétaire, environnement économique et institutionnel, évaluation.*

Abstract

This paper focuses on evaluating the types of fiscal adjustment in the Democratic Republic of Congo. The methodological approach used begins with an identification of adjustment episodes, then determines the direction and intensity of the correlation between budgetary adjustments and the growth of economic activity. The results of the analysis show that the budgetary adjustments, during the period under examination, were a success because, characterized by a lasting reduction in the ratio of public debt as a percentage of GDP and that the latter was accompanied by an acceleration in the growth of the economic activity.

However, there was a recession in 2015 and 2016 due to the political crisis, following the indefinite postponement of the presidential election scheduled for December 20, 2016; and a second recession in 2020 caused by the "Covid-19" health crisis. The success of the budgetary adjustment depends not only on the economic environment, but also on the institutional environment present as well as on the ability of the rulers to appropriate the measures made necessary by the reduction of the budgetary deficits, correlatively to the decline in external debt ratios.

Keywords : *fiscal adjustment, economic and institutional, environment, evaluation.*

INTRODUCTION

Les finances publiques sont au cœur de la survie d'un État ; et ce, pour des raisons diverses : d'une part les recettes financent les services de l'État tels que dépenses courantes et en capitale, d'autre part, elle contrôle l'utilisation des ressources financières par les différentes institutions du pays¹. Les transferts des ressources financières aux ménages, aux entreprises et les dépenses en infrastructures constituent les instruments de premier plan, aux mains de dirigeants, pour maîtriser en œuvre leurs objectifs économiques et sociaux.

La situation des finances publiques d'un État est fortement liée aux chocs de l'activité économique. Le niveau du déficit budgétaire, surtout dans les périodes des crises, a toujours constitué un élément judicieux qui impacte la politique économique de chaque État. D'après Ngonga (2021) l'ajustement budgétaire est cette situation où le budget de l'État passe d'une situation déficitaire insoutenable à celle de moindre déficit, ou à celle d'équilibre budgétaire ou encore à celle d'excédent budgétaire.

La démarche du Fonds Monétaire International (FMI), en matière d'ajustement budgétaire, est centrée sur le rôle qu'une position saine et viable des finances publiques joue dans la recherche de la stabilité macroéconomique et de la croissance (Daniel & al., 2013). Pour obtenir et préserver cette position, il faut souvent ajuster la politique et renforcer les institutions budgétaires.

Les institutions budgétaires indépendantes sont très diverses : leurs rôles, leurs ressources et leurs structures varient considérablement selon les pays. En dehors de l'analyse de la politique et des propositions budgétaires, elles exercent souvent des fonctions en matière de prévisions, de suivi du respect des règles budgétaires, d'examen de la viabilité budgétaire à long terme, de chiffrage des mesures proposées par les autorités et d'analyse de certains thèmes (OCDE, 2015).

L'ajustement peut impliquer, selon les circonstances du pays, soit un resserrement, soit un assouplissement de l'orientation budgétaire. La plupart des pays s'engagent sur un niveau d'intervention budgétaire pour maintenir le dynamisme de l'économie et d'arrêter une hémorragie à grande échelle sur le marché du travail. À côté de l'intervention pour stabiliser, rétablir et réformer le secteur bancaire, ils mettent en place des politiques de relance budgétaire afin d'atteindre leurs objectifs à long terme et soutenir l'activité.

Le FMI révèle cependant que le taux de chômage moyen en Europe a augmenté de 6,1 % en 2008 à environ 10 % en 2010 et aux États-Unis de 5,8 % à 9,7 %. La proportion de la dette publique par rapport au PIB a augmenté en moyenne de 40,5% avant 2008 contre 80% après 2008. Selon l'Eurostat, dans la zone euro, le déficit public a augmenté de 2% du PIB en 2008 à 6,3% du PIB en 2010, et la dette publique, en pourcentage du PIB, a atteint un niveau de 83,8 % ; 90,9 % ; 92 % et 90,7 % respectivement en 2010, 2013, 2014 et 2015 (Abboud, 2016).

Selon Bussière & al. (2013), cité par Abboud (2016), dans de nombreuses économies avancées, les événements dramatiques de la crise financière ont été contrés par des mesures de relances budgétaires considérables et par des interventions massives des gouvernements et des banques centrales pour soutenir les institutions financières clés. Mais, selon Auerbach (2011), cité par Abboud (2016), à cause de la crainte de projections budgétaires insoutenables et afin de rétablir la viabilité budgétaire, la plupart des grandes économies ont rapidement mis en place des stratégies de consolidation budgétaire même si le chômage est resté élevé et la croissance du PIB a été affaiblie.

Minea & Villieu (2011) montrent que toute règle budgétaire de financement des dépenses d'investissement public par endettement, y compris la règle d'or des finances

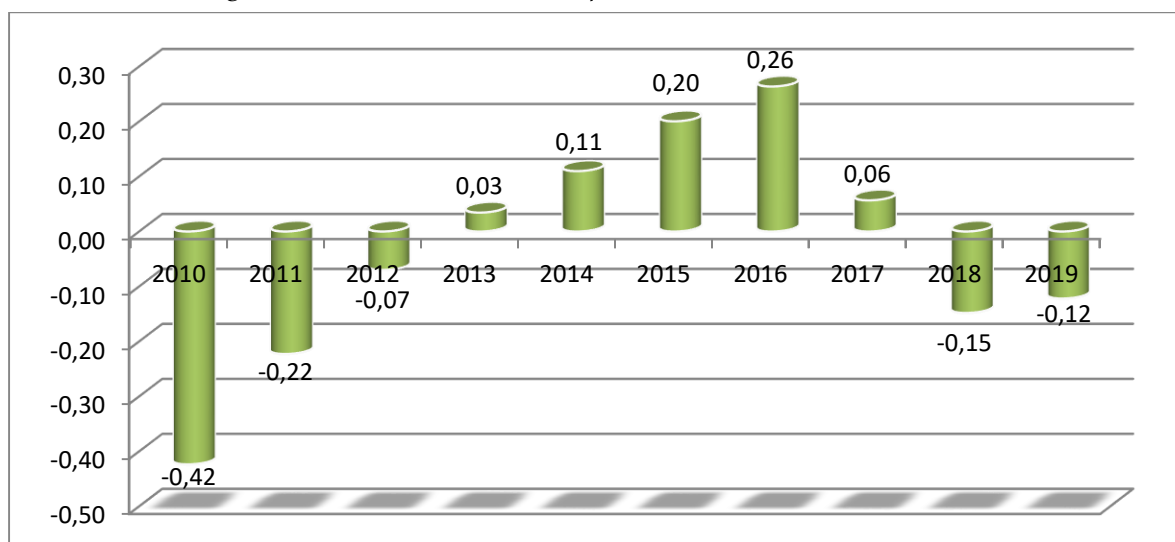
¹ En République Démocratique du Congo, il existe trois types de contrôle des finances publiques : le contrôle administratif, contrôle juridictionnel et le contrôle Parlementaire ou politique

publiques, engendre au mieux un effet neutre sur la croissance économique à long terme. Cependant, si ce sont les dépenses productives ou les taxes qui doivent jouer le rôle de variable d'ajustement, la croissance de long terme diminue.

Greiner (2013) démontre qu'il existe une relation non monotone entre la dette et la croissance. Cette relation n'existe que si les déficits publics sont fixés de manière exogène et sont exactement égaux à l'investissement public. L'auteur montre aussi qu'une dette publique et un déficit budgétaire stimulent la croissance à travers l'investissement public et privé.

D'après Daniel et al. (2006) l'un des principaux indicateurs de l'orientation budgétaire est le solde budgétaire, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses publiques. Or, lorsque le cycle économique est en phase ascendante, les recettes augmentent et les dépenses diminuent naturellement, de sorte que le solde budgétaire doit être corrigé pour évaluer la solidité sous-jacente de la situation budgétaire. Cette correction s'appuie généralement sur des mesures classiques de la différence entre production réelle et production potentielle (l'écart de production) comme le démontre la figure ci-dessous.

Figure 1. Évolution de l'écart de production en RDC de 2010 à 2019



De la figure ci-dessous nous observons ce qui suit :

- De 2010 - 2012 et 2018 - 2019 le poids positif de la conjoncture sur le niveau budgétaire (un déficit budgétaire caché) ;
- 2013 et 2017, signale que les fluctuations conjoncturelles n'ont pas d'impact sur les recettes Étatiques ;
- Le reste des années (2014, 2015 et 2016) indiquent l'impact défavorable de la conjoncture sur le déficit budgétaire (déficit budgétaire surestimé).

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) est déterminé à promouvoir une croissance économique viable et soutenue et une réduction durable de la pauvreté. La recherche montre qu'une position budgétaire solide est fondamentale pour assurer la stabilité macroéconomique. Et un bon ajustement budgétaire peut également aider à mobiliser l'épargne intérieure et à promouvoir une meilleure allocation des ressources, ce qui peut aider à atteindre les objectifs de développement.

Face à cette évidence, le présent papier poursuit l'objectif non seulement de déterminer le nombre d'ajustements budgétaires, mais aussi les analyser pour le cas de la RDC.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

D'après Popescu & Villieu (2014), deux théories s'opposent sur l'effet d'un « ajustement » budgétaire : d'après la théorie keynésienne, une réduction des dépenses publiques produit une chute amplifiée de l'activité, par l'effet multiplicateur dû à la chute associée de la consommation. Dans un monde ricardien, au contraire, la baisse des dépenses publiques est exactement compensée par un accroissement proportionnel de la consommation, puisque la valeur actualisée des prélèvements fiscaux anticipés par le ménage diminue ; l'effet est donc nul sur l'activité. En conséquence, il faudrait réduire les déficits en cas d'excès de demande (conjoncture classique) mais les laisser augmenter en cas d'excès d'offre (conjoncture keynésienne), toute tentative d'assainissement budgétaire en période de récession risque de provoquer un cercle vicieux et de se révéler infructueuse.

D'après Ngonga (2021), l'ajustement budgétaire peut prendre cinq formes, à savoir :

- *l'austérité budgétaire* : situation d'ajustement budgétaire caractérisée par la compression ou la réduction des dépenses, le niveau des recettes fiscales et non fiscales restant inchangé. Dans ce cas, le solde budgétaire s'améliore selon que le déficit budgétaire est réduit, ou l'équilibre budgétaire restauré ou encore l'excédent budgétaire dégagé ;
- *la rigueur budgétaire* : situation d'ajustement budgétaire reflétée par l'augmentation des recettes fiscales et non fiscales, le niveau des dépenses restant identique. Dans ce cas, le solde budgétaire s'améliore dans trois cas (le déficit budgétaire est réduit, l'équilibre budgétaire est rétabli, l'excédent budgétaire est dégagé) ;
- *le redressement budgétaire* : situation d'ajustement budgétaire caractérisée par l'augmentation plus rapide des recettes par rapport à celle des dépenses publiques. Dans ce cas, le solde budgétaire s'améliore selon que le déficit budgétaire est réduit, l'équilibre budgétaire restauré ou l'excédent budgétaire dégagé ;
- *l'assainissement budgétaire* : situation d'ajustement budgétaire où une recomposition des dépenses est opérée au profit des dépenses productives et en défaveur de celles improductives, le niveau des recettes pouvant rester inchangé, augmenter ou baisser, le niveau du solde budgétaire, selon le cas, exerce des effets positifs plus importants sur l'économie ;
- *la consolidation budgétaire* : situation d'ajustement budgétaire où des mesures adaptées, tant au niveau des recettes que des dépenses, mais plus sur ces dernières, permettent de garantir la soutenabilité des finances publiques à long terme.

D'après Alesina & Perotti (1995), McDermott & Wescott (1996), Alesina & al. (1998), cité par Ngonga V. (2021), les ajustements budgétaires réussis aboutissent à une diminution durable du ratio dette publique/PIB, mais s'accompagnent aussi en moyenne d'une évolution inattendue de certains indicateurs macroéconomiques.

D'après Cour & al. (1996), cité par Creel & al., (2005) « une restriction de grande ampleur est une période d'amélioration continue du solde structurel primaire, incluant une sous-période d'au moins 2 points de PIB ou une période de deux années consécutives où il s'est amélioré d'au moins 1,5 point de PIB chaque année ». Les auteurs poursuivent en disant qu'« une période de resserrement budgétaire est expansionniste si le taux de croissance moyen du PIB en écart à celui du G7², corrigé de l'écart entre les taux de croissance potentielle, est positif sur l'ensemble de la période de consolidation».

Alesina & al. (2002), cité par Creel & al., (2005) un épisode est expansionniste si « la croissance moyenne du PIB de l'année de l'ajustement budgétaire et des deux années suivantes est supérieure à celle des deux années précédentes ».

² Le Groupe des 7 (G7) est composé de sept pays : l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le [Royaume-Uni](#) et les [États-Unis](#).

Yabré & al. (2019), ont exploré l'effet de la stabilité du gouvernement sur les politiques d'ajustement budgétaire dans vingt-sept pays d'Afrique subsaharienne. L'approche méthodologique mobilisée par les auteurs débute par une identification des épisodes d'ajustement sur la base du solde primaire corrigé des variations cycliques (CAPB). Et par la suite, un modèle logit est estimé pour analyser cette relation. Les résultats soutiennent que la fréquence d'ajustements budgétaires est expliquée par le risque politique auquel les gouvernements sont assujettis. Deux idées sont ainsi mises en avant. La première est que la politique d'ajustement dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne n'est pas seulement déterminée par les cycles économiques, mais aussi par les caractéristiques politico-institutionnelles des gouvernements. La seconde met en avant le rôle de la stabilité institutionnelle des gouvernements en tant que combinaison de la cohésion du gouvernement, la force législative et le soutien populaire.

C'est pourquoi, la littérature économique s'est attachée à estimer des règles budgétaires, c'est-à-dire, des régularités dans l'évolution du solde budgétaire en réaction au cycle d'activité et à la dette publique.

II. METHODOLOGIE D'ÉVALUATION

D'après Ngonga (2021), l'ajustement budgétaire quantitatif s'appréhende globalement à travers la diminution (en cas de déficit) ou l'augmentation (en cas d'excédent) du solde budgétaire corrigé ou expurgé des variations cycliques. De ce fait, c'est le concept statistique de **solde budgétaire structurel** qui permet de vérifier l'existence d'un ajustement budgétaire.

L'estimation de la production potentielle (tendancielle) puis du déficit structurel passe, par deux étapes ci-après :

- Le calcul du produit intérieur brut potentiel (PIBP) et de l'écart budgétaire (EB) ;
- Le calcul des dépenses et recettes structurelles.

2.1. Produit intérieur brut potentiel et écart budgétaire

Cette partie consiste à trouver le PIBP par l'approche Hodrick Prescott³ et calculer EB.

$$EB = 1 - \frac{PIBR}{PIBP} \quad (1)$$

De (1) il y a trois cas :

1. $EB < 0$ indique le poids positif de la conjoncture sur le niveau budgétaire (un déficit budgétaire caché) ;
2. $EB = 0$, signale que toutes les recettes fiscales dépendent de la politique discrétionnaire et que les fluctuations conjoncturelles n'ont pas d'impact sur les recettes étatiques ($PIBR=PIBP$) ;
3. $EB > 0$ indique l'impact défavorable de la conjoncture sur le déficit budgétaire (déficit budgétaire surestimé).

3.2. Dépenses et recettes structurelles

La deuxième étape consiste à évaluer les dépenses et les recettes structurelles. Si on note RTR (Recettes totales réelles) et RTS (Recettes totales structurelles) on a l'équation (2).

$$RTS = RTR (1 - EB) \quad (2)$$

³ Plus de détail pour le filtre de Hodrick Prescott, cf. Bosonga J-P (2021)

En ce qui concerne le volet dépense, la même démarche visée ci-dessus sera reprise, si on note DTS (dépenses totales structurelles) et DTR (dépenses totales réelles) ; on a l'équation (3).

$$DTS = DTR (1 - EB) \quad (3)$$

Beaucoup de recherches attestent que le volet dépense n'a pas une influence importante sur le déficit budgétaire, puisque la conjoncture économique impact surtout les recettes étatiques, car les dépenses publiques ne sont pas toujours corrélées avec les fluctuations économiques qui prennent le caractère passager.

2.3. Arithmétique de la soutenabilité Budgétaire

La soutenabilité se définit comme la capacité du gouvernement à faire face à ses engagements financiers à long terme. Elle revient à satisfaire la contrainte budgétaire inter temporelle du gouvernement impliquant que la valeur actuelle des excédents primaires futurs soit égale au stock de dette publique à recouvrer. Quelle que soit l'importance relative de types de financement, la contrainte budgétaire du gouvernement doit être satisfaite à chaque instant.

La soutenabilité du déficit peut être analysée à partir de la contrainte budgétaire nominal du gouvernement tel que exprimé par Wickens (2010), de la façon suivante ;

$$P_t g_t + P_t h_t + B_t^G = P_t^G B_{t+1}^G + \Delta M_{t+1} + P_t T_t \quad (4)$$

où g_t dépenses publiques ; h_t les transferts aux ménages, T_t le total des impôts, B_t^G la valeur de maturité du stock nominal de la dette gouvernementale détenu par les ménages durant la période t-1 et B_{t+1}^G nouvelles obligations émit par le gouvernement au prix P_t^G c'est-à-dire il emprunt $P_t^G B_{t+1}^G$.

Le prix des obligations peut s'écrire

$$P_t^G = \frac{1}{1 + R_t} \quad (5)$$

où R_t est le taux auquel une unité monétaire est évaluée à la période suivante. C'est aussi le taux d'intérêt nominal des obligations émises par le gouvernement au début de la période t mais payé à maturité en période t+1.

Il est très utile d'exprimer la partie de la contrainte budgétaire du gouvernement qui représente la dette de manière à faire apparaître, de façons explicite, le paiement des intérêts de la dette publique émise en t-1 versés au début de la période t ($R_t B_t$), ainsi :

$$B_t^G = (1 + R_t) B_t \quad (6)$$

$$P_t^G B_{t+1}^G = B_{t+1} \quad (7)$$

(6) et (7) dans (4), la contrainte budgétaire nominale devient :

$$P_t g_t + P_t h_t + (1 + R_t) B_t = B_{t+1} + \Delta M_{t+1} + P_t T_t \quad (8)$$

En divisant (8) par le niveau général de prix (P_t), on obtient la contrainte budgétaire réelle après quelques manipulations :

$$g_t + h_t + (1 + R_t) b_t = \frac{B_{t+1}}{P_t} + \frac{M_{t+1}}{P_t} - m_t + T_t \quad (9)$$

où $\frac{B_t}{P_t} = b_t$ le montant réel de la dette publique au temps t ; $\frac{M_t}{P_t} = m_t$ la masse monétaire réel au temps t, ainsi pour tenir compte du monte réel de la dette et la masse monétaire réelle au temps t+1 appliquons l'astuce mathématique, en multipliant les deux termes par $\frac{P_{t+1}}{P_{t+1}}$ de l'équation (9) et elle devient :

$$g_t + h_t + (1 + R_t) b_t = \frac{P_{t+1}}{P_t} b_{t+1} + \frac{P_{t+1}}{P_t} m_{t+1} - m_t + T_t$$

On sait que le taux d'inflation $(\pi_{t+1}) = \frac{\Delta P_{t+1}}{P_t} = \frac{P_{t+1}}{P_t} - 1$, alors $\frac{P_{t+1}}{P_t} = 1 + \pi_{t+1}$, d'où on a :

$$\begin{aligned} g_t + h_t + (1 + R_t)b_t &= (1 + \pi_{t+1})b_{t+1} + (1 + \pi_{t+1})m_{t+1} - m_t + T_t \\ g_t + h_t + (1 + R_t)b_t &= (1 + \pi_{t+1})(b_{t+1} + m_{t+1}) - m_t + T_t \end{aligned} \quad (10)$$

La contrainte budgétaire réelle (10) exprimée par rapport au PIB réel (y_t) est :

$$\frac{g_t}{y_t} + \frac{h_t}{y_t} + (1 + R_t)\frac{b_t}{y_t} = \frac{1}{y_t} \frac{y_{t+1}}{y_t} (1 + \pi_{t+1})(b_{t+1} + m_{t+1}) - \frac{m_t}{y_t} + \frac{T_t}{y_t}$$

Sachant que le taux de croissance économique

$$\begin{aligned} g_{t+1} &= \frac{\Delta y_{t+1}}{y_t} = \frac{y_{t+1}}{y_t} - 1 \Rightarrow \frac{y_{t+1}}{y_t} = 1 + g_{t+1} \\ \frac{g_t}{y_t} + \frac{h_t}{y_t} + (1 + R_t)\frac{b_t}{y_t} &= \frac{1}{y_{t+1}}(1 + g_{t+1})(1 + \pi_{t+1})(b_{t+1} + m_{t+1}) - \frac{m_t}{y_t} + \frac{T_t}{y_t} \end{aligned} \quad (11)$$

Le déficit nominal total du gouvernement (besoin de financement du secteur public) est défini comme :

$$P_t D_t = P_t g_t + P_t h_t + R_t B_t - \Delta M_{t+1} - P_t T_t \quad (12)$$

Le déficit réel total du gouvernement par rapport au PIB, est :

$$\frac{D_t}{y_t} = (1 + g_{t+1})(1 + \pi_{t+1})\frac{b_{t+1}}{y_{t+1}} - \frac{b_t}{y_t} \quad (13)$$

Le membre de droite de cette équation représente le montant net de l'emprunt nécessaire pour financer le déficit public exprimé en pourcentage du PIB. Mathématiquement on a :

$$P_t d_t = P_t D_t - R_t B_t \quad (14)$$

Le rapport du déficit réel primaire au PIB est :

$$\begin{aligned} \frac{d_t}{y_t} &= \frac{D_t}{y_t} - R_t \frac{b_t}{y_t} = \frac{b_{t+1}}{y_{t+1}}(1 + g_{t+1})(1 + \pi_{t+1}) - \frac{b_t}{y_t} - R_t \frac{b_t}{y_t} \\ &= (1 + g_{t+1})(1 + \pi_{t+1})\frac{b_{t+1}}{y_{t+1}} - (1 + R_t)\frac{b_t}{y_t} \end{aligned} \quad (15)$$

On remarque que les deux déficits réels (total et primaire) déterminent l'évolution, de ratio dette-PIB (b_t/y_t) de (15) on a :

$$\frac{b_t}{y_t} = \frac{(1 + g_{t+1})(1 + \pi_{t+1})b_{t+1}}{(1 + R_t)y_{t+1}} - \frac{1}{(1 + R_t)}\frac{d_t}{y_t}$$

Par simplicité, supposons que les différents taux (R_t, g_{t+1} et π_{t+1}) sont constants, le rapport de la dette sur PIB évolue comme suit :

$$\frac{b_t}{y_t} = \frac{(1 + g)(1 + \pi)b_{t+1}}{(1 + R)y_{t+1}} - \frac{1}{(1 + R)}\frac{d_t}{y_t} \quad (16)$$

Soit,

$$\frac{b_{t+1}}{y_{t+1}} - \frac{(1 + R)b_t}{(1 + g)(1 + \pi)y_t} = \frac{1}{(1 + g)(1 + \pi)}\frac{d_t}{y_t} \quad (16')$$

ou encore,

$$\frac{b_{t+1}}{y_{t+1}} - \left(\frac{R}{g + \pi}\right)\frac{b_t}{y_t} = \frac{1}{1 + g + \pi}\frac{d_t}{y_t}$$

La question de stabilité de l'équation ci-dessus revient à poser le problème de la convergence du sentier temporel du rapport de la dette au PIB⁴. Ainsi la stabilité ou

⁴ Pour les équations de récurrences linéaires du premier ordre dont l'expression s'écrit comme suit

: $y_{t+1} + ay_t = \beta$, la solution générale (y_t) = Solution particulière (y_p) + solution complémentaire (y_c)

l'instabilité du rapport de la dette au PIB dépend de $R/(g + \pi)$ qui peut être supérieur (instabilité) ou inférieur (stabilité) à l'unité.

Trois cas existent en matière de soutenabilité budgétaire:

a) ratio dette/PIB décroissant c'est-à-dire $b_t > \frac{1}{\pi+g} d_t$

b) ratio dette/PIB constant c'est-à-dire $b_t = \frac{1}{\pi+g} d_t$

c) ratio dette/PIB croissant c'est-à-dire $b_t < \frac{1}{\pi+g} d_t$

où b_t est le ratio de la dette sur PIB, d_t est déficit primaire⁵ sur PIB, g représente le taux de croissance du PIB réel et π n'est rien autre que le taux d'inflation.

Les deux premiers cas représentent des situations de soutenabilité budgétaire, le troisième est au contraire instable. La soutenabilité budgétaire nécessite que la valeur de l'expression $\frac{1}{\pi+g} d_t$ soit inférieure au ratio dette/PIB (b_t).

III. EVIDENCE EMPIRIQUE

Avant d'évaluer les différentes formes d'ajustement budgétaire, il est intéressant de présenter ses différentes formes. Pour ce faire, il convient d'émettre une hypothèse par rapport au taux de variation de recettes et des dépenses publiques. Lorsque ce taux est inférieur (en valeur absolue à 5%), le niveau de dépenses ou de recettes est resté stable. Le tableau ci-dessous indique les types d'ajustement budgétaire.

Tableau 1. Types d'ajustement budgétaire

	Variation Recette	Variation Dépenses	SBS en %PIB	Déficit primaire	$\frac{d_t}{\pi_t + g_t}$	Type d'ajustement
2010			3,54%	0,022	0,1301	Consolidation budgétaire
2011	12,19%	40,33%	-1,01%	-0,014	-0,0899	Consolidation budgétaire
2012	18,13%	4,28%	1,55%	0,009	0,0910	Rigueur budgétaire
2013	-8,41%	-0,25%	-0,16%	-0,010	-0,1044	Assainissement budgétaire
2014	2,62%	-2,22%	0,62%	0,003	0,0287	Austérité budgétaire
2015	-14,60%	-18,02%	1,00%	0,008	0,1024	Consolidation budgétaire
2016	-20,19%	-6,04%	-0,85%	-0,018	-0,0712	Consolidation budgétaire
2017	70,47%	56,69%	0,01%	-0,002	-0,0096	Redressement budgétaire
2018	78,86%	81,62%	-0,21%	-0,004	-0,0114	Assainissement budgétaire
2019	-15,82%	-11,11%	-0,80%	-0,009	-0,0991	Consolidation budgétaire

Le tableau ci-dessus fait ressortir les éléments ci-dessous :

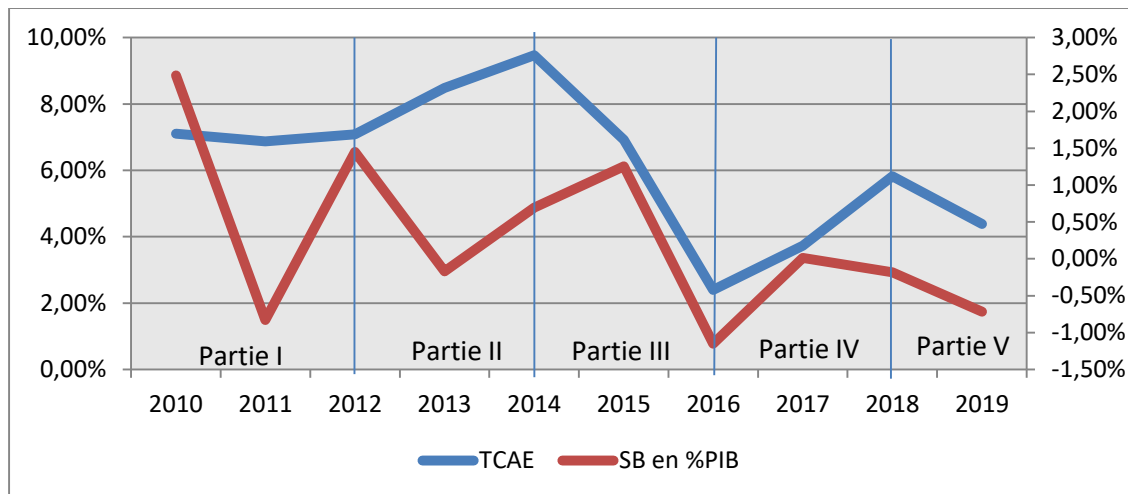
- Le taux d'accroissement de recette est inférieur au taux de dépenses ;
- Le taux d'accroissement de recette est supérieur au taux de dépenses ;
- Le taux d'accroissement de recette est égal au taux de dépenses ;
- Les deux évoluent dans le même sens.

Pour $\alpha \neq -1 \rightarrow y_t = \frac{\beta}{1+\alpha} + A(-\alpha)^t$ on aura la convergence si $\alpha \in]-1 \ 1[$

⁵ D'après Ngonga (2021), le solde primaire est une variable essentielle pour l'analyse de la viabilité de la dette. Il décrit la situation d'un État endetté avant le paiement de la dette, intérêts et principal, à l'échéance correspondante. Si toutes les recettes fiscales sont utilisées pour payer les dépenses à l'exclusion de la dette de l'État, celui-ci doit emprunter pour assurer son service de la dette.

La figure ci-dessous présente, l'évolution simultanée de solde budgétaire et cycle de l'activité en RDC, de 2010 à 2019.

Figure 2. Solde budgétaire et cycle de l'activité en RDC



L'analyse de l'évolution du solde budgétaire, en fonction de la position de l'économie dans le cycle, est d'abord contracyclique de 2010 à 2014 (il diminue en période de bonne conjoncture et augmente en période de ralentissement) en suite procyclique pour le reste des périodes sous analyse. Le tableau ci-dessous évalue l'ajustement budgétaire.

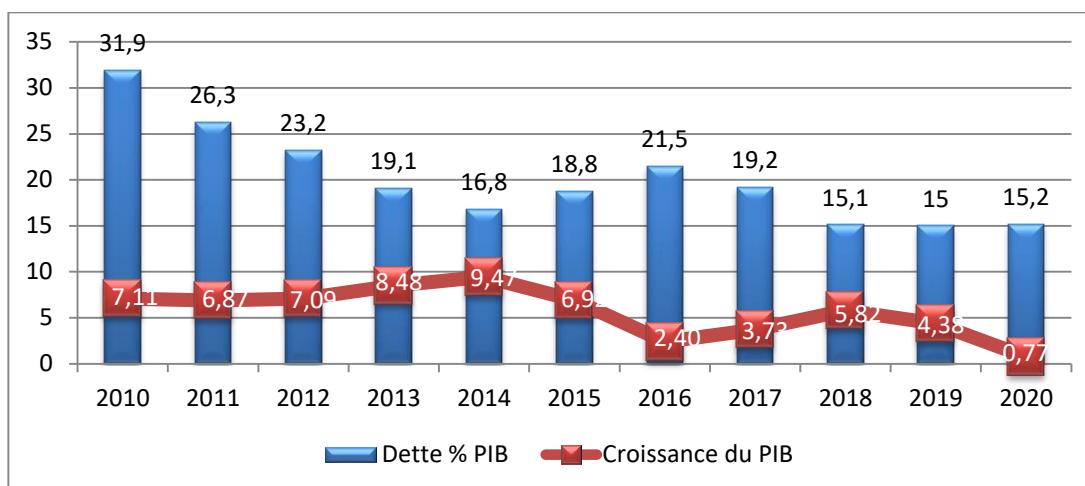
Tableau 2. Évaluation des ajustements budgétaires

	Partie I	Partie II	Partie III	Partie IV	Partie V	Coefficient de corrélation
	2010 à 2012	2012 à 2014	2014 à 2016	2016 à 2018	2018 à 2019	
TCAE	7,02	4,8	2,81	0,65	1,79	0,9633
SB en % PIB	1,04	0,66	0,27	-0,44	-0,45	

Du tableau ci-dessus, nous remarquons qu'il y a une forte corrélation entre le solde budgétaire en pourcentage de PIB et le taux de l'activité économique. Toutefois, il se peut que les autorités budgétaires réalisent en permanence un arbitrage entre leur volonté de stabiliser l'activité et le besoin de stabiliser la dette publique. L'évolution apparemment procyclique des politiques budgétaires serait alors due à ce second objectif de la politique budgétaire.

Cette analyse corrobore avec les résultats de Baldacci et al. (2003), qui trouvent que l'ajustement budgétaire ne freine pas la croissance économique, car une réduction de 1 % a un effet positif et significatif sur le taux de l'activité économique, en l'augmentant 2,5 point.

Figure 3. Évolution de la dette en % PIB et la croissance du PIB



Du graphique ci-dessus, nous observons que les ajustements budgétaires, durant la période sous analyse, sont une réussite car il y a une diminution durable du ratio dette publique en pourcentage du PIB, qui s'accompagne par une accélération de la croissance de l'activité économique à l'exception de la récession de 2015 et 2016 dû à la crise politique suite au report *sine die* de l'élection présidentielle prévue le 20 décembre 2016 et la récession de 2020 expliquée par la crise sanitaire (Covid-19).

Dans ce cas, le succès de l'ajustement budgétaire dépend non seulement de l'environnement économique (interne et externe) mais aussi de l'environnement institutionnel en présence, ainsi que de l'aptitude des Gouvernements à s'approprier les mesures rendues nécessaires par la réduction des déficits budgétaires, corrélativement à la baisse des taux d'endettement extérieur.

CONCLUSION

Ce papier s'est attaché à évaluer les ajustements budgétaires en RDC. La revue théorique distingue cinq types d'ajustements budgétaires, l'austérité, la rigueur, redressement, l'assainissement et la consolidation. Des études empiriques ont montré que la composition des mesures correctives est importante pour l'épargne intérieure afin de promouvoir la croissance. Ainsi un assainissement basé sur des économies se traduit par une réduction de la consommation et une augmentation de l'épargne des ménages, par ricochet une plus forte croissance du PIB.

Notre contribution à la littérature montre que parmi, les différentes formes d'ajustement budgétaire (Assainissement, Austérité, Consolidation, Redressement et Rigueur) en RDC, durant la période sous analyse, on compte 5 phases de la consolidation budgétaire (soit 50%). Ces épisodes ne comprennent que ceux qui, une fois lancés, ont abouti à une amélioration notable de l'indicateur employé pour mesurer la situation budgétaire sous-jacente, à savoir le solde primaire corrigé des effets conjoncturels. Et il y a une forte corrélation entre le solde budgétaire et le taux de l'activité économique. En effet, l'évolution du solde contribue à accentuer les fluctuations de l'activité au lieu de les atténuer. Toutefois, il se peut que les autorités budgétaires réalisent en permanence un arbitrage entre leur volonté de stabiliser l'activité et le besoin de stabiliser la dette publique. L'évolution apparemment procyclique des politiques budgétaires serait alors due à ce second objectif de la politique budgétaire.

La prudence s'impose, ainsi, pour que l'ajustement budgétaire porte d'avantage les fruits, à l'échelle du pays tout entier, les trois organes de contrôle des finances publiques (administratif, juridictionnel et Parlementaire ou politique) doivent remplir effectivement leurs missions. Le rééquilibrage des finances publiques n'intervient pas en vase clos. La

décision doit être appliquée et appuyée par toutes les institutions publiques. Même les mesures les mieux conçues peuvent échouer si les institutions budgétaires sont défailtantes.

Bibliographie

- Abboud, M., (2016). Les politiques d'ajustement budgétaire après la crise financière de 2007 -2008 et leurs conséquences macroéconomiques expérience française dans la zone Euro, thèse de doctorat à l'Université de Pau et de pays de l'Adour, en France.
- Baldacci, E. & al. (2003). Utiliser la politique budgétaire pour stimuler la croissance, Finance et développement décembre 2003, disponible <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/12/pdf/baldacci.pdf>
- Bernanke, Ben J., (1983). "Irreversibility, Uncertainty and Cyclical Investment," Quarterly Journal of Economics, Vol. 98, No. 1, p. 85-106.
- Creel, J. & al., (2005). Doit on oublier la politique budgétaire ? une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques, Revue de l'OFCE, n°92, disponible <https://www.cairn.info/revue-de-l-ofce-2005-1-page-43.htm>
- Daniel, J., Davis, J., Fouad, M. & Van, C. (2013). L'ajustement budgétaire comme instrument de la stabilité et de croissance. *Fonds Monétaire International*, N°55-F.
- Fischer & Stanley, (1993). "The Role of Macroeconomic Factors in Growth," Journal of Monetary Economics, Vol. 32 (December), p. 485-512.
- Gupta, Sanjeev, Benedict Clements, and Gabriela Inchauste, eds., 2004, Helping Countries Develop: The Role of Fiscal Policy (Washington: International Monetary Fund).
- James Daniel... et al., (2006). L'ajustement budgétaire comme instrument de stabilité et de croissance, Washington : Fonds monétaire international, (Série des brochures; no 55).
- Minea, A. et Villieu, P., (2011). Déficit persistants et croissance endogène, Presse de Sciences politiques, Revue économique, vol 62, disponible <https://www.cairn.info/revue-economique-2011-6-page-1001.htm>
- Ngonga, V., (2021). Questions approfondies de la politique budgétaire, notes de cours au programme de troisième cycle en économie publique/Faseg /Unikin/ Kinshasa.
- OCDE (2015). Les institutions budgétaires indépendantes, dans Government at a Glance 2013, Éditions OCDE, Paris. https://doi.org/10.1787/gov_glance-2013-31-fr
- OCDE (2016). « Le solde structurel des administrations publiques », dans Government at a Glance 2015, Éditions OCDE, Paris
- Popescu, A. et Villieu, P. (2014). Déficit budgétaire, dettes publiques et croissance dans les pays d'Europe centrale et orientale, De Boeck Supérieur « Mondes en développement » n°167.
- Price et al. « Indicateur budgétaire structurel et interprétation de l'orientation de la politique budgétaire des pays de l'OCDE »,
- Ter-Minassian, Teresa, ed., (1997). Fiscal Federalism in Theory and Practice (Washington: International Monetary Fund).
- Yabré, T. et al. (2019). Stabilité du gouvernement et ajustement budgétaire de pays d'Afrique subsaharienne, Revue française d'économie 2019/4 (Vol. XXXIV).

Annexes

	DTR	RTR	SB	ID	DTP	SBP
2010	2537526,4	3023273,1	485746,7	51512,4	2486014	434234,3
2011	4145516,8	3948621,8	-196895	126625,4	4018891	-323520,4
2012	4940888	5331527	390639	160780,8	4780107	229858,2
2013	5460203,6	5409849,7	-50353,9	243168,9	5217035	-293522,8
2014	5791807,4	6022222,9	230415,5	139559,1	5652248	90856,4
2015	5285980,8	5725725,9	439745,1	156078,5	5129902	283666,6
2016	5393526,1	4962421,1	-431105	259582,1	5133944	-690687,1
2017	6595826,2	6602083,3	6257,1	89882,4	6505944	-83625,3
2018	9844030	9703579,2	-140450,8	140245,9	9703784	-280696,7
2019	8954697	8359880	-594817	175309,8	8779387	-770126,8

	PIBR	PIBP	EB	RTS	DTS	SBPS	SBPC
2010	19536676,9	13725239,85	-0,4234	4303364,49	3611946,6	691417,887	-257183,587
2011	23759424,6	19431586,84	-0,2227	4828065,91	5068813,71	-240747,806	-82772,5936
2012	26954556,9	25196048,19	-0,0698	5703630,46	5285727,58	417902,882	-188044,682
2013	30051179,4	31120016,67	0,0343	5224044,88	5272669,35	-48624,4625	-244898,338
2014	33224281,1	37322470,1	0,1098	5360953,49	5155838,74	205114,756	-114258,356
2015	35111230	43911697,95	0,2004	4578216,93	4226602,39	351614,537	-67947,9371
2016	37517392,4	50955007,79	0,2637	3653754,71	3971170,72	-317416,014	-373271,086
2017	55124325,3	58431702,5	0,0566	6228389,25	6222486,31	5902,93284	-89528,2328
2018	75984953,3	66186708,84	-0,1480	11140091,8	11301334,9	-161243,06	-119453,64
2019	83048338,6	74031879,77	-0,1218	9378042,91	10045303,6	-667260,696	-102866,104